

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4251

[C — 2007/33076]

**6 SEPTEMBER 2007. — Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap houdende erkenning van opleidingen krachtens artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 16 december 1991 betreffende de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de KMO's, zoals het gewijzigd werd;

Gelet op het besluit van de Executieve van 16 maart 1992 houdende inrichting van een Commissie in toepassing van artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 7 september 2000 houdende benoeming van de leden van de commissie ingericht overeenkomstig artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het gunstige advies van de bij besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 6 maart 2007 geïnstalleerde Commissie, gegeven op 28 juni 2007;

Op de voordracht van de Minister bevoegd inzake Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het volgende opleidingsprogramma, die door het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de K.M.O.'s aan de leerlingen word aangeboden, voldoet aan de voorwaarden inzake deeltijdse leerplicht in toepassing van artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht :

plaatser-hersteller van banden (U23/2007)

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.**Art. 3.** De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 6 september 2007.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

O. PAASCH

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4252

[2007/203214]

**11 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises - volet tutorat**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation;

Vu l'article 4, § 2, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, notamment l'article 20, remplacé par le décret du 14 juin 2007, et l'article 21, alinéas 2 et 3;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 19 septembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2006;

Considérant l'importance des débats actuels relatifs au phénomène du vieillissement actif, la nécessité de s'inscrire dans une stratégie globale d'aménagement de fin de carrière, de favoriser la solidarité entre les générations, de se préoccuper du transfert de l'expérience mais également d'atténuer les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises wallonnes;

Sur la proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.**Art. 2.** Est considérée comme formation qualifiante spécifique et admissible au tutorat, toute formation telle que définie à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 10°, du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises. La formation doit permettre à l'apprenant :

1° de bénéficier d'un enseignement directement et principalement applicable au poste actuel ou prochain du travailleur dans l'entreprise;

2° de bénéficier d'une formation relative aux adaptations technologiques ad hoc;

3° d'acquérir le savoir, le savoir-faire, le savoir être nécessaire à sa bonne intégration dans l'entreprise.

**Art. 3.** La formation s'étend sur une période de six mois au minimum et d'un an au maximum.

**Art. 4.** Pour bénéficier de la formation par tutorat, le travailleur doit :

- 1° soit être occupé depuis 12 mois maximum dans l'entreprise;
- 2° soit être occupé par l'entreprise et avoir besoin de cette formation pour accéder à de nouvelles fonctions dans l'entreprise;
- 3° soit être intérimaire dans l'entreprise pour autant qu'il soit en contrat d'intérim au moment de la formation.

**Art. 5.** Pour exercer la fonction de tuteur, le candidat tuteur devra :

- 1° signer une convention avec l'employeur stipulant le temps consacré au transfert des compétences vis-à-vis des apprenants;
- 2° démontrer au FOREm sa capacité d'assumer la fonction de tuteur :
  - a. soit via une attestation d'un opérateur de formation public ou agréé démontrant que le travailleur a bien suivi un programme de formation de tuteur;
  - b. soit en fournissant la preuve d'une expérience minimum d'un an dans la fonction de formateur ou de tuteur au sein de son entreprise ou en-dehors de celle-ci.

A défaut, le FOREm proposera des mesures de remédiation via les modules de formation au tutorat.

**Art. 6.** La formation dispensée par le tuteur fait l'objet d'un plan de formation, qui est soumis pour avis :

- 1° soit au Conseil d'entreprise, si l'entreprise occupe plus de cent travailleurs;
- 2° soit au Comité de prévention et protection du travail, si l'entreprise occupe plus de cinquante travailleurs;
- 3° soit aux organisations représentatives des travailleurs, si l'entreprise occupe moins de cinquante travailleurs.

A défaut d'existence des organes visés à l'alinéa 2 ou à défaut d'un avis positif remis par eux sur le plan de formation, l'avis du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation est sollicité. Dans ce cas, le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation territorialement compétent remet au FOREm son avis motivé concernant le plan de formation, dans les vingt jours à dater de l'envoi par celui-ci du dossier tel qu'établi après instruction de la demande d'intervention financière de l'entreprise. A défaut d'avis remis dans ce délai, celui-ci est considéré comme favorable.

**Art. 7.** L'octroi de la subvention se fait selon la procédure suivante :

- 1° l'entreprise adresse sa demande initiale au FOREm avant le début de la formation par toute voie de droit lui conférant date certaine;
- 2° le Service Crédit-Adaptation du FOREm accuse réception de cette demande dans les dix jours et joint un dossier à compléter ainsi qu'un vade-mecum destiné à aider l'entreprise à compléter son dossier;
- 3° dans les deux mois de l'accusé de réception, et à peine de forclusion, l'entreprise transmet son dossier complet au Service Crédit-Adaptation du FOREm;
- 4° le Service Crédit-Adaptation accuse réception du dossier et, dans les 10 jours de sa transmission, examine le dossier qui lui a été envoyé, informe, le cas échéant, l'entreprise des données manquantes et fixe la date de la visite en entreprise;
- 5° dans les 40 jours à dater de la transmission du dossier complet, la visite du conseiller devant s'être déroulée endéans ces 40 jours, le Service Crédit-Adaptation informe le Ministre de la décision du bureau Exécutif de FOREm-Conseil;
- 6° dans les 14 jours à dater de la réception de l'avis du FOREm, le Ministre prend sa décision, la notifie à l'entreprise et adresse copie de sa décision au Service Crédit-Adaptation;
- 7° le Service Crédit-Adaptation établit la convention liant l'entreprise au FOREm et la fait signer par les parties concernées;
- 8° il effectue le paiement d'une première tranche de 50 % dès réception de la convention signée par l'entreprise et versera le solde après vérification du respect des conditions du décret, du présent arrêté et de la convention.

**Art. 8.** Le contrôle du respect des conditions posées par le présent arrêté et le décret qu'il exécute est effectué par le FOREm en fin de formation avant la liquidation du solde, sur base :

- d'un état de prestations renvoyé par l'entreprise;
- de la convention visée à l'article 5, 1°;
- du plan de formation visé à l'article 6.

Le FOREm vérifie également que les conditions visées d'une part à l'article 17 du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, en son § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ainsi qu'en son § 3 et, d'autre part, à l'article 18 du même décret, sont remplies.

Pour l'application du § 3 de l'article 17 de ce décret du 10 avril 2003, n'est pas considéré comme double subventionnement le fait d'ajouter au Crédit-Adaptation dispensé sous forme de tutorat une autre source de financement, telle l'aide octroyée par un fonds sectoriel, de manière à couvrir la partie du coût non prise en charge par le Crédit-Adaptation et ce, dans le respect du règlement CE n° 68/2001.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 10<sup>e</sup> jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 octobre 2007.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4252

[2007/203214]

**11 OKTOBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn - luik peterschap**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op opleidingssteun;

Gelet op artikel 4, § 2, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, inzonderheid op artikel 20, vervangen bij het decreet van 14 juni 2007, en op artikel 21, tweede en derde lid;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 19 september 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2006;

Gelet op het belang van de huidige debatten over het verschijnsel van de actieve vergrijzing; op de noodzaak tot toepassing van een globale strategie inzake de inrichting van de eindloopbaan, tot bevordering van de solidariteit tussen generaties, tot overbrenging van ervaring en tot verzachting van de wervingsmoeilijkheden waarmee de Waalse ondernemingen kampen;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Als specifieke kwalificerende en op het peterschap voorbereidende opleiding wordt beschouwd elke opleiding zoals omschreven in artikel 2, § 1, 10°, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn. De opleiding moet de leerling de mogelijkheid bieden :

1° een onderrichting te volgen die rechstreeks en hoofdzakelijk toepasselijk is op de huidige of op de volgende arbeidspost van de werknemer in de onderneming;

2° een opleiding te volgen i.v.m. de technologische aanpassingen ad hoc;

3° de kennis, de knowhow te verwerven, alsook de wellevendheid die nodig is voor zijn vlote integratie in de onderneming.

**Art. 3.** De opleiding duurt minstens 6 maanden en hoogstens een jaar.

**Art. 4.** Om in aanmerking te komen voor de opleiding door peterschap moet de werknemer :

1° hetzij sinds hoogstens 12 maanden in de onderneming tewerkgesteld zijn;

2° hetzij door de onderneming tewerkgesteld zijn en die opleiding nodig hebben om toegang te krijgen tot nieuwe functies binnen de onderneming;

3° hetzij interim zijn in de onderneming voorzover hij door een interimcontract gebonden is wanneer de opleiding gegeven wordt.

**Art. 5.** Om het peterschap uit te oefenen moet de kandidaat :

1° met de werkgever een overeenkomst sluiten waarin bepaald wordt hoeveel tijd besteed wordt aan het overbrengen van vaardigheden aan de leerlingen;

2° de FOREm het bewijs leveren van zijn vermogen om het peterschap waar te nemen :

a. hetzij via een attest van een openbare of erkende opleidingsoperateur waaruit blijkt dat de werknemer wel degelijk een opleidingsprogramma inzake peterschap heeft gevolgd;

b. hetzij door overlegging van het bewijs van minimum één jaar ervaring in de functie van opleider of peter binnen of buiten zijn onderneming.

Bij gebreke daarvan zal de FOREm maatregelen tot herbemiddeling voorstellen via de opleidingsmodules voor het peterschap.

**Art. 6.** De door de peter gegeven opleiding is het voorwerp van een opleidingsplan dat voor advies voorgelegd wordt :

1° hetzij aan de ondernemingsraad als de onderneming meer dan honderd werknemers tewerkstelt;

2° hetzij aan het comité voor preventie en arbeidsbescherming als de onderneming meer dan vijftig werknemers tewerkstelt;

3° hetzij aan de representatieve werknemersorganisaties als de onderneming minder dan vijftig werknemers tewerkstelt.

Bij gebrek aan de organen bedoeld in het tweede lid of aan een door hen gegeven gunstig advies over het opleidingsplan, wordt het Subregionale Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming om advies verzocht. In dat geval brengt het territoriaal bevoegde subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming zijn gemotiveerd advies over het opleidingsplan aan de FOREm uit binnen twintig dagen, te rekenen van de datum van verzending door de FOREm van het dossier zoals aangelegd na behandeling van de aanvraag tot financiële tegemoetkoming van de onderneming. Als binnen die termijn geen advies wordt uitgebracht, wordt het geacht gunstig te zijn.

**Art. 7.** De subsidie wordt toegekend als volgt :

1° de onderneming richt haar oorspronkelijke aanvraag aan de FOREm vóór het begin van de opleiding via elk rechtsmiddel waardoor ze van een vaste datum voorzien wordt;

2° de Dienst "Crédit-Adaptation" van de FOREm bericht binnen tien dagen ontvangst van deze aanvraag en voegt een in te vullen dossier bij alsook een vademecum aan de hand waarvan de onderneming haar dossier kan invullen;

3° de onderneming maakt binnen 2 maanden na het bericht van ontvangst haar volledige dossier aan de Dienst "Crédit-Adaptation" van de FOREm over, op straffe van uitsluiting;

4° de Dienst "Crédit-Adaptation" bericht ontvangst van het dossier binnen 10 dagen na de indiening ervan, onderzoekt het ingediende dossier, wijst de onderneming desgevallend op de ontbrekende gegevens en legt de datum van het bezoek aan de onderneming vast;

5° de Dienst "Crédit-Adaptation" geeft de Minister kennis van de beslissing van het uitvoerend bureau van de FOREm-Conseil binnen een termijn van 40 dagen, die ingaat op de datum van indiening van het volledige dossier, waarbinnen het bezoek van de adviseur moet plaatsvinden;

6° de Minister beslist binnen 14 dagen na de datum van ontvangst van het advies van de FOREm, geeft de onderneming kennis van zijn beslissing en richt er een afschrift van aan de Dienst "Crédit-Adaptation";

7° de Dienst "Crédit-Adaptation" maakt de overeenkomst op die de onderneming en de FOREm bindt en laat ze door betrokken partijen tekenen;

8° hij betaalt een eerste tranche van 50 % na ontvangst van de door de onderneming getekende overeenkomst en stort het saldo als de voorwaarden van het decreet, van dit besluit en van de overeenkomst vervuld zijn.

**Art. 8.** De controle op de naleving van de voorwaarden opgelegd bij dit besluit en bij het decreet dat het uitvoert wordt aan het einde van de opleiding vóór de storting van het saldo door de FOREm verricht op basis van :

- een door de onderneming ingediende staat van de prestaties;

- de overeenkomst bedoeld in artikel 5, 1°;

- het opleidingsplan bedoeld in artikel 6.

De FOREm gaat ook na of de voorwaarden bedoeld in artikel 17 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, § 1, tweede lid, alsook § 3, enerzijds, en in artikel 18 van hetzelfde decreet, anderzijds, vervuld zijn.

Voor de toepassing van § 3 van artikel 17 van dat decreet van 10 april 2003 wordt niet als dubbele subsidiëring beschouwd de toevoeging van een andere financieringsbron in de vorm van perterschap, zoals de hulp toegekend door een sectoraal fonds, aan het "Crédit-Adaptation" er dekking van het deel van de kostprijs dat niet door het "Crédit-Adaptation" gedragen wordt, mits inachtneming van Verordening EG nr. 68/2001.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de tiende dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 11 oktober 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA